



Quelques points de repère pour la journée mondiale du refus de la misère

Septembre 2009

« Le 17 octobre 1987, des défenseurs des droits de l'homme et du citoyen de tous pays se sont rassemblés sur ce parvis. Ils ont rendu hommage aux victimes de la faim, de l'ignorance et de la violence. Ils ont affirmé leur conviction que la misère n'est pas fatale. Ils ont proclamé leur solidarité avec ceux qui luttent à travers le monde pour la détruire. Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré ».

Ces phrases de Joseph Wresinski gravées sur la dalle du Trocadéro à Paris en 1987 sont le socle de la célébration de la journée mondiale du refus de la misère le 17 octobre. Dès 1992, l'ONU l'a reconnue et relayée au niveau international.

➤ Ces quelques repères sont proposés par nos trois associations pour dessiner ce qui fait le cœur de cette manifestation, de manière à guider toute organisation ou collectif voulant marquer cette journée dans son esprit original (1).

➔ **La place primordiale des personnes qui vivent l'exclusion et l'extrême pauvreté**
« Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère... »

Leur expression doit être au cœur de la journée. Celle-ci doit être pour elles l'occasion, non pas de raconter leur vie difficile mais de faire état de leur combat permanent pour faire appliquer les droits, et combattre la pauvreté au quotidien, en développant des stratégies, des idées, des propositions : leur point de vue d'expert est nécessaire à la transformation de la société. Beaucoup de ceux qui ont participé disent combien le fait de pouvoir, une journée par an, prendre la parole, alors qu'ils ne l'ont quasiment jamais tout au long de l'année, leur donne du courage et de la force.

Les personnes en situation de pauvreté doivent être au cœur de la conception de la journée. Tous les débats proposés, avec d'autres intervenants (associations, pouvoirs publics, personnes et associations engagées dans la lutte contre la pauvreté, acteurs de la société civile,...) doivent se fonder sur un dialogue avec elles.

(1) Le comité du 17 octobre de Toulon exprime ainsi les objectifs de cette journée : « Faire entendre la parole, faire connaître les actions et l'espoir des personnes confrontées à l'injustice et à la pauvreté. Faire reconnaître que leur voix et leur participation de citoyens sont indispensables pour créer une société respectueuse des droits fondamentaux de chacun, au nom de l'égalité de tous les êtres humains. Mettre en valeur les expériences positives vécues au quotidien par les plus démunis, acteurs avec tous ceux qui les rejoignent, pour permettre de réels changements dans la société, en premier lieu le changement de regard ».



→ **Une question de droits**
« ... les droits de l'homme
sont violés »

La phrase du père Wresinski met au cœur du combat les droits humains, notamment les droits économiques, sociaux et culturels, affirmant ainsi que la pauvreté est une question de droits, qu'on ne peut séparer l'approche de la pauvreté de l'accès aux droits et de leur effectivité. C'est ce qui provoque l'engagement commun de personnes et organisations qui défendent les droits et qui luttent contre la pauvreté. Les personnes dont les droits sont violés veulent interpeller les pouvoirs publics, garants de l'existence et du respect des droits, et en être entendus, pour que les choses changent. C'est une question de démocratie : elle n'est effective que lorsque chacun peut exercer pleinement ses droits, le respect des droits de tous est une condition de la vie démocratique, qui concerne chaque citoyen.

→ **L'importance de l'union**
« s'unir pour les faire respecter
est un devoir sacré »

La phrase de Joseph Wresinski insiste aussi, de manière indissociable, sur la nécessité absolue de l'engagement fraternel de tous pour faire respecter les droits : seule l'union de personnes et organisations d'horizons divers avec les personnes qui vivent des situations de pauvreté permettra que la société toute entière veille au respect des droits pour tous. Cette notion a été particulièrement réaffirmée par les Nations Unies en mai 2006 : la grande pauvreté doit concerner tout le monde, car elle est liée au regard et aux relations que le reste de la société entretient avec les plus pauvres.

→ **La dimension internationale**

La journée du refus de la misère a été reconnue en 1992 par l'ONU. Dans de nombreux pays, elle est célébrée, comme moment privilégié pour les plus pauvres de s'exprimer sur ce qu'ils vivent et ce à quoi ils aspirent, en provoquant

des rencontres de tous ordres. Il est important que des personnes ayant la vie dure, alliées à d'autres pour qui elle est moins difficile, puissent s'encourager les unes les autres, constater qu'au-delà des contextes différents, toutes mènent un combat commun, et d'en partager les blocages, les joies et les avancées.

→ **Les conditions du dialogue**
entre personnes d'horizons
divers

La journée est occasion de dialogue entre personnes en situation de pauvreté et autres personnes et organisations d'horizons très divers, c'est ce qui permet d'amorcer l'union souhaitée. Mais ce dialogue doit répondre à certaines conditions :

> permettre aux personnes qui vivent la pauvreté de s'exprimer réellement, d'avancer constats et propositions collectifs, et non pas d'avoir une participation « alibi ».

> la parole de chacun des intervenants doit pouvoir être bien identifiée : les personnes qui vivent la pauvreté peuvent avoir des positions différentes des associations avec lesquelles elles sont en contact, de même que d'autres intervenants.

> le poids de la parole de chaque intervenant doit être équivalent, avec une priorité pour ceux qui vivent la pauvreté. L'un des intervenants ne peut pas prétendre au nom de tous, poser une parole de conclusion, ou utiliser le débat comme une tribune pour ses propres intérêts.

> la préparation de la journée, et de la prise de parole des personnes vivant la pauvreté doit commencer au moins 6 mois à l'avance, temps nécessaire pour affiner ce qu'on veut dire, affiner les convergences entre les personnes, réussir un combat.

→ **La sensibilisation des populations**
plus protégées de la grande
pauvreté

La journée vise aussi à provoquer la rencontre entre des personnes vivant la pauvreté et d'autres

qui ne la connaissent pas de près, par des manifestations sur la voie publique, qui proposent d'écouter les plus pauvres, mais aussi de partager un moment avec eux, sous forme d'activité partagée : débats, temps de réflexion, ateliers d'expression sous divers modes (écriture, confection d'objets, d'œuvres, de plats, de jeux,...). Il s'agit de provoquer le dialogue, de réfléchir ensemble, avec des personnes qui ne sont pas au fait de ce que vivent les personnes en situation de pauvreté, de favoriser des rencontres qui n'auraient pas lieu dans la vie courante. Concernant les jeunes et les enfants, il s'agit non seulement de les faire venir mais d'organiser des rencontres, des événements dans leurs lieux : écoles, MJC, groupes...

→ **Une seule journée dans l'année ? Quels engagements cela met en route ?**

Cette journée est l'emblème de ce qui se passe au quotidien, du combat quotidien de ceux qui la vivent : c'est le moment où ils peuvent l'exprimer, où l'on rend visible le refus de la misère sur la place publique (2).

Il est important que les acteurs de la journée puissent relire ensemble ce qu'elle a permis, mais aussi le cas échéant ses limites, pour bien en ajuster le sens, la portée. C'est aussi parce qu'on relit ensemble ce qui s'est vécu que l'on se donne du courage, de la force pour continuer les combats quotidiens. Cela peut permettre aussi de lancer tout au long de l'année des rencontres et des engagements communs pour responsabiliser les pouvoirs publics et chaque citoyen pour que soient effectifs les droits économiques, sociaux et culturels.

Enfin, l'action peut se prolonger notamment dans les Comités Solidaires pour les Droits, constitués de citoyens qui s'engagent avec une personne ou un groupe de personnes, dont les droits sont bafoués pour les faire respecter.



S'exprimer pour le respect des droits de chacun.

→ **Les moyens**

Pour être partenaires, il faut partager les responsabilités et les charges.

Il convient de préciser les moyens mis en œuvre localement par chacun.

Des outils nationaux ou internationaux peuvent être commandés : Appels à s'unir, affiches, dossiers des Comités Solidaires pour les Droits, numéros spéciaux des journaux nationaux.

ATD Quart-Monde,
Amnesty International Section Française,
Secours Catholique réseau mondial Caritas

(2) De la même manière que la journée mondiale du Sida est celle où l'on met en évidence ce que vivent les malades et les avancées de la recherche, qui ont lieu toute l'année !

Le 17 octobre, journée mondiale du refus de la misère,

Ce n'est pas...	C'est...	Cela peut passer par...
Un forum des associations, où chacune viendrait présenter ses actions, ses campagnes, ses propositions, recruter bénévoles, militants, donateurs, et faire la promotion de son objet social.	Une alliance entre des citoyens, et plusieurs associations, qui cheminent au quotidien avec des personnes en grande pauvreté, qui peuvent aider des personnes en situation de pauvreté à préparer cette journée. Le sens de cette journée doit être bien clair pour tous, ce qui suppose de prendre le temps de l'exprimer pour chacun, et collectivement (personnes en situation de pauvreté et associations).	<ul style="list-style-type: none"> > La création d'un lieu de coordination (par exemple un comité du 17 octobre), qui invite d'autres personnes et groupements, > une organisation partagée (mise en commun de moyens, répartition des tâches...), > un cheminement tout au long de l'année, avec les personnes en situation de pauvreté, pour préparer ce moment, > des supports de communication mentionnant les organisations et personnes engagées ensemble.
Un lieu de débat entre associations sur les stratégies, moyens, politiques de lutte contre l'exclusion.	Un lieu où peut se vivre le débat entre les acteurs de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et les personnes qui les vivent, avec le soutien le cas échéant des associations avec lesquelles elles sont en contact et en confiance.	L'organisation de temps de débats formels, en posant comme principe que des personnes en situation de pauvreté participent systématiquement à chacun d'entre eux.
Une tribune pour des responsables politiques, administratifs, associatifs où venir exposer ses vues, annoncer un plan, une politique, sans échange ou dialogue avec d'autres.	Un lieu où doit se vivre le débat entre ces responsables de divers horizons et des personnes en situation de pauvreté en une vraie rencontre, ce qui suppose qu'elles soient assez nombreuses (pour éviter l'effet « alibi ») sans que la parole de l'un prenne le dessus sur la parole de l'autre.	Idem !
Un lieu où les seules personnes en situation de pauvreté exposent leurs situations, leurs histoires de vie.	Une rencontre entre des personnes qui vivent la pauvreté, et d'autres personnes, dans des lieux publics, ouverts, qui permettent à des personnes qui ne connaissent pas les réalités de pauvreté et les combats quotidiens de ceux qui la subissent d'en découvrir certains aspects.	De nombreux moyens de provoquer la rencontre peuvent être mis en œuvre : le dialogue simple, mais aussi des ateliers où l'on crée quelque chose ensemble (une fresque, un message, des plats à déguster, des créations à faire ensemble : mandala, bogolan, musique...).
Une journée où des organismes, privés et publics, disent ce qu'ils font pour les pauvres.	Une journée où est réaffirmé le lien entre pauvreté et accès et effectivité des droits, où la question du droit est centrale dans les réflexions sur la pauvreté.	L'évocation des textes fondamentaux sur les droits de l'homme. L'expression des personnes en situation de pauvreté sur ce qu'elles vivent comme non-acès ou non effectivité de leurs droits.
Une journée où les intervenants proposent chacun leur séquence à la suite.	Une journée qui témoigne de la volonté de tous les participants, venant à titre individuel ou par le biais d'une organisation, d'une association, individuellement et collectivement, à s'unir dans un combat commun.	Les signes qui témoignent d'une préparation commune (documents d'invitation, manière dont les choses se vivent pendant la journée), d'un accord profond sur les valeurs communes (textes communs, paroles communes,...), du fil rouge qui lie toutes les séquences, etc.
Une manifestation française seulement...	Une journée mondiale, reconnue par l'ONU en 1992, qui a réaffirmé son importance en mai 2006 lors d'un séminaire où étaient réunis des défenseurs des droits de l'homme des 4 continents, suite à une large consultation d'Etats, d'associations, de syndicats, d'agences des Nations Unies.	Lire des textes provenant de personnes qui vivent la pauvreté dans d'autres pays, faire apparaître des liens créés entre des personnes en situation de pauvreté ici et là-bas,...